

Un siècle d'Allemagne sociale

Histoire de la société allemande au 20^e siècle. La Découverte, Collection Repères, Paris 2011, trois volumes de 128 pages chacun (Marie-Bénédicte Vincent, *Le premier 20^e siècle 1900-1949.* Alain Lattard, *La RFA 1949-1989.* Sandrine Kott, *La RDA 1949-1989.*)

Il était utile de présenter une histoire générale de la société allemande, découpée par tranches historiques, en s'efforçant au-delà des ruptures, de montrer en quoi et comment elle s'est peu à peu homogénéisée, comment elle s'est modernisée tant sous ses aspects politiques, économiques, sociaux et culturels.

L'âge d'or perdu

Par maints côtés l'industrialisation a été un des moteurs les plus puissants de l'évolution de l'Allemagne depuis 1890 et on en voit bien les effets de nos jours. Tel est le dessein qui a motivé les trois auteurs de ces ouvrages, certes petits par leur taille, mais combien instructifs, tant il est vrai que pour le lecteur français son voisin d'outre-Rhin reste encore un mystère. Mais ce triptyque révèle aussi aux lecteurs allemands comment l'histoire de leur pays est perçue par des spécialistes francophones qui restent cependant prudents dans leur analyse globale. Le nazisme ne semble pas avoir vraiment constitué une « révolution sociale » dans la mesure où il n'est pas parvenu véritablement à gommer les groupes sociaux. L'entrée dans la Seconde Guerre mondiale non plus ne peut être appréhendée comme une césure, car elle fait partie d'un processus de plus longue durée, amenant à intégrer la guerre dans la durée du premier 20^e siècle. L'avant-guerre cependant est perçu très largement comme un « âge d'or » perdu, associé à un ordre opposé au climat de violence de l'après-1918. En profondeur la société allemande a connu un double mouvement de centralisation et de nationalisation, ce qui a entraîné un fort recul des particularismes. La vie sociale a perdu son caractère régional en même temps qu'a émergé la société urbaine industrielle. L'Etat a joué un rôle décisif dans ce processus d'homogénéisation d'un territoire de 510 000 km² sur lequel vivent 65 mil-

lions d'Allemands en 1910 (contre 82,6 millions aujourd'hui répartis sur 356 959 km²). L'Etat de libéral est devenu social, ancêtre de l'économie sociale de marché après 1949. Des élites, en majorité bourgeoise, ont émergé, « perçant » la couche supérieure des hobereaux et aristocrates, se reconnaissant dans la détention d'une culture universitaire (*Bildung*). Certes, maintes traditions ont subsisté quelque temps (corps exclusif des officiers prussiens, militarisation de la société, forte vie associative), mais les ouvriers se sont peu à peu intégrés à la nation, la culture de masse s'est propagée. Bien des éléments expliquent le glissement de l'Allemagne vers des idéologies nationalistes qui ont fait par la suite le lit du nazisme. Un facteur psychologique a particulièrement pesé : la dichotomie entre l'ambition de la puissance et l'humiliation du *Diktat*, mais aussi l'amertume du boycottage international de l'Allemagne après 1918, malgré la reconnaissance de ses compétences scientifiques (21 prix Nobel dans les disciplines scientifiques entre 1918 et 1939 contre 14 au Royaume-Uni, 11 aux Etats-Unis et 5 en France).

Le miracle économique

Curieusement, l'histoire sociale de l'Allemagne de l'après-1945, n'a émergé qu'à partir des années 1980. En 1950, sur les quelque 50 millions d'habitants de la République fédérale, 8 étaient des réfugiés ou expulsés. A cette aune, le miracle économique apparaît stupéfiant puisque de 3,6 % en 1950 la part de l'Allemagne de l'Ouest dans les exportations allemandes est passée à 10 % en 1960. Dès 1957 le *deutschemerk* est devenu une monnaie pleinement convertible. Face à la brutalité de ces évolutions, les gardiens de la tradition (famille, églises, école) ont semblé offrir, au moins jusqu'au tournant de 1968, un havre de stabilité. Pourtant, si l'école a su maintenir le *statu quo*, la

jeunesse a évolué entre conformisme et affirmation culturelle. Ce qui est indéniable, c'est que la société ouest-allemande a évité une simple « restauration » en s'engageant dans une authentique culture démocratique et en s'appuyant sur les deux piliers que furent l'occidentalisation et l'américanisation. Tout ceci a conduit vers l'émergence d'une société de classes moyennes, résultat de l'industrialisation, de la montée du salariat et de la déprolétarianisation. Peu à peu, l'essor de la consommation de masse et la révolution sexuelle ont poussé les Eglises vers la défensive. Une culture jeune a émergé, les femmes se sont affirmées avec force. Certains mouvements sociaux nouveaux (écologie, minorités sexuelles, protestation anti-nucléaire, mouvement pacifiste) ont pénétré dans les strates de plus en plus élargies de la société. Puis la République fédérale d'Allemagne de la fin des années 1970 s'est passionnée pour l'Histoire, bien évidemment pour s'interroger sur son passé et se pencher sur son identité nationale, phénomène qui a atteint un pic en 1986 avec la querelle des historiens.

Quant à l'histoire sociale de la RDA, elle ne saurait se réduire à la seule histoire de leurs organes de pouvoir et de domination, parti unique et appareil répressif. Car il n'est pas vrai que l'on a assisté à « une pétrification du social en profondeur ». La politique, malgré tout son poids, n'a pas entièrement absorbé le social. Celui-ci a opposé une résistance active et passive aux transformations mises en œuvre par les « ingénieurs » du parti. D'abord les révoltes (17 juin 1953) ont scandé l'histoire de la RDA jusqu'à la construction du Mur en 1961. Une partie des élites anciennes persiste et a été attirée dans les cercles du pouvoir. La société est-allemande s'est trouvée « encadrée », surtout autour du travail. Pourtant les inégalités sociales ont persisté au sein d'une société prétendument égalitaire, car tout nivellement social a né-

cessairement ses limites. On a assisté à une inégalité croissante dans l'accès aux biens, une nouvelle élite socialiste s'est constituée, atout de l'ingénierie sociale. Surtout le domaine du privé s'est étendu et a gagné en force au détriment du « tout politique ». Les marges se sont accrues, les Eglises ont opposé une résistance de plus en plus forte aux visées du pouvoir, les jeunes enfin ont constitué une contre-société. L'une des contradictions fondamentales de la

« Ce qui émerge de ce presque siècle de l'histoire sociale allemande, c'est que les composantes de la compétitivité actuelle de l'économie allemande sont visibles dans les secteurs de pointe dès avant la Première Guerre mondiale. »

RDA est d'avoir financé, par une dette qui n'a cessé de croître, une consommation de masse pour éteindre les foyers de mécontentement. A la fin des années 1980 la société est-allemande était étroitement contrôlée, mais plus réellement gouvernée. C'est à l'aune de ce paradoxe que l'on peut comprendre la rapide dissolution du pays et son absorption par l'Allemagne fédérale entre fin 1989 et octobre 1990.

Ce qui émerge de ce presque siècle de l'histoire sociale allemande, c'est que les composantes de la compétitivité

actuelle de l'économie allemande sont visibles dans les secteurs de pointe dès avant la Première Guerre mondiale. Outre le rôle de l'Etat social et l'importance accordée à l'éducation générale et technique, il convient d'ajouter la préférence donnée par les entrepreneurs à une production diversifiée de qualité et non à une production de masse, le fameux *made in germany* de la fin du 19^e siècle, la capacité à organiser un intérêt collectif par la cogestion, le système de formation professionnelle, l'unité syndicale, le fédéralisme, le respect des institutions venant se greffer sur ce socle séculaire. N'est-ce pas de cette capacité à préserver ces spécificités, tout en les adoptant aux exigences de la mondialisation du 21^e siècle, que dépend la prospérité économique de l'Allemagne et une part de sa cohésion sociale ? Pourtant le défi démographique, apparu dès la fin des années 1960, pèse sur son devenir.

Eugène Berg